



► Rapport mondial sur la protection sociale de l'OIT : données clé et conclusions pour l'Afrique

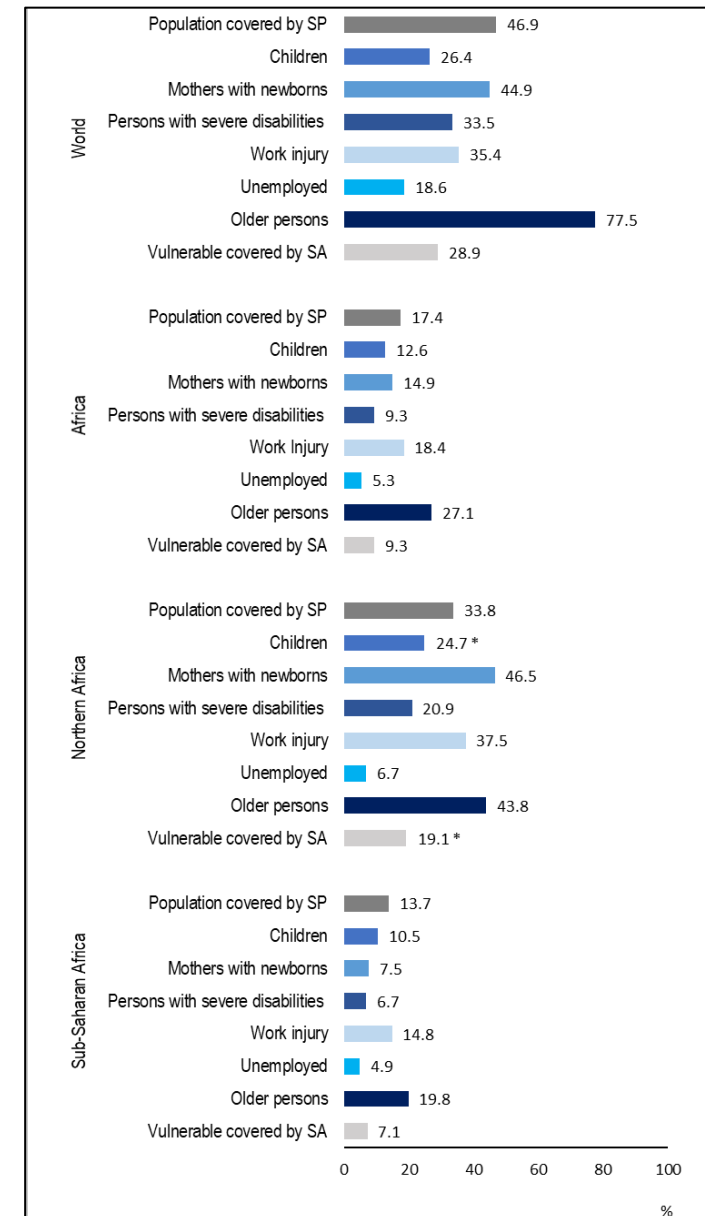
Lancement de la Stratégie régionale pour l'accélération de la
couverture de protection sociale en Afrique

Les 16 et 17 novembre 2021

Shahra Razavi, Directeur, Département de la Protection sociale, OIT

L'état de la protection sociale : des progrès ont été accomplis, mais ils demeurent insuffisants

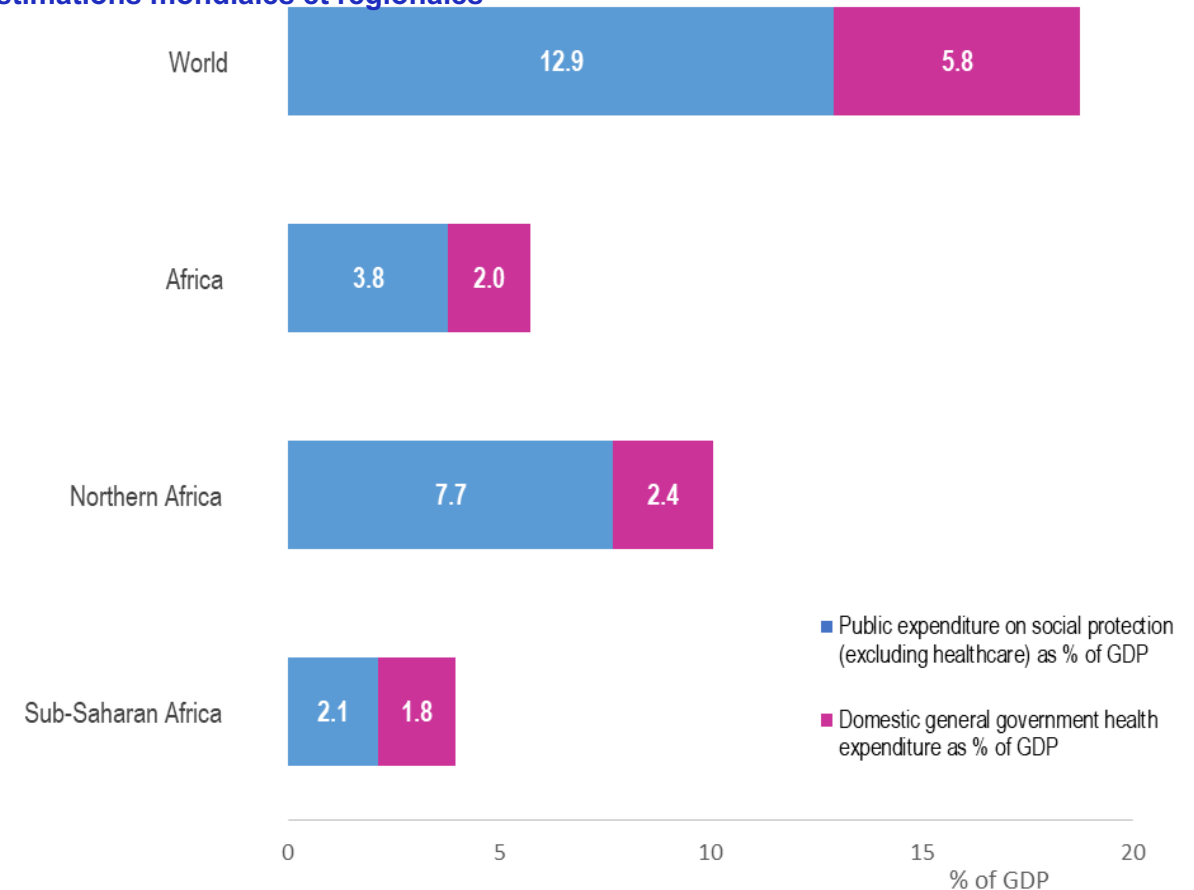
- ▶ La pandémie a révélé des **inégalités profondes** et des **écarts importants** dans la couverture, l'étendue et l'adéquation de la protection sociale, dans tous les pays.
- ▶ **Moins de la moitié de la population mondiale (46,9%)** est réellement couverte par au moins une prestation en espèces (indicateur ODD 1.3.1).
- ▶ La grande majorité de la population de la planète – plus de **4 milliards de personnes** – n'a pas accès à la protection sociale. C'est en Afrique que vit la plupart de ces individus.
- ▶ Des inégalités déconcertantes restent présentes dans la région, l'Afrique subsaharienne ayant une couverture très basse (17,4%).
- ▶ La plupart des progrès ont été faits dans l'extension de la couverture des pensions.
- ▶ La plupart des autres volets ont une couverture très faible (par ex., la protection du chômage seulement à 5,3%)



Sous-investissement dans la protection sociale

- ▶ Les écarts de protection sociale sont associés à l'important **sous-investissement**, notamment dans les pays à faible revenu.
- ▶ La dépense moyenne pour la protection sociale en Afrique est de 3,8% du PIB et de 2% pour la santé.
- ▶ **Les écarts en termes de financement de la protection sociale se sont agrandis** à cause du COVID-19 ; l'austérité pourrait avoir des impacts négatifs sur les progrès atteints.
- ▶ Un **socle national de protection sociale** demandera des investissements supplémentaires. Les **pays à faible revenu** devront investir 77,9 milliards de dollars de plus ou 15,9% du PIB par an afin d'assurer au moins un niveau de base de sécurité sociale pour tous.
- ▶ Il est essentiel de **garantir un financement durable et adéquat**, généralement à travers une imposition (progressive) et des cotisations d'assurance sociale.

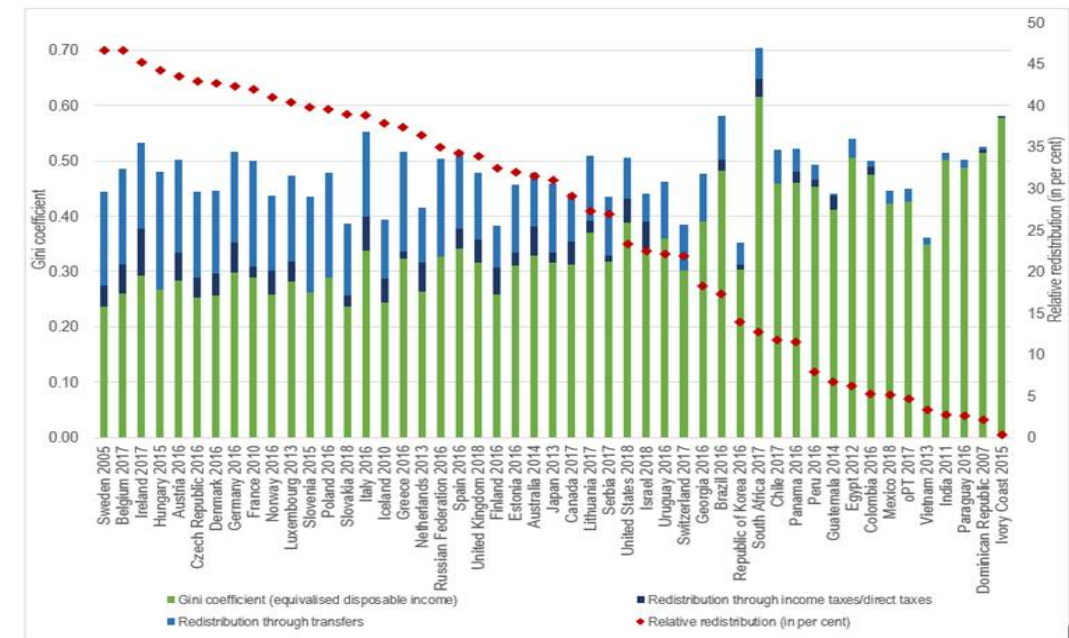
La dépense publique pour la protection sociale (y compris la santé), en pourcentage, dernière année disponible et dépense publique générale de santé, pourcentage du PIB, 2018, estimations mondiales et régionales



La protection sociale est fondamentale pour la prévention de la pauvreté, faire face aux inégalités, améliorer et maintenir les conditions de vie

- ▶ La pauvreté croissante et l'inégalité portent atteinte à la vie, ébranlent le contrat social et la paix sociale.
- ▶ **Des dépenses accrues pour la protection sociale** sont associées à des **niveaux de pauvreté moins élevés**.
- ▶ La protection sociale peut **considérablement réduire les inégalités** à travers des effets de redistribution
- ▶ Plusieurs pays européens **ont réduit les inégalités de plus d'un tiers** à travers l'effet combiné des impôts et des transferts.
- ▶ Les pays ayant des systèmes de protection sociale moins développés atteignent une réduction des inégalités beaucoup plus faible.

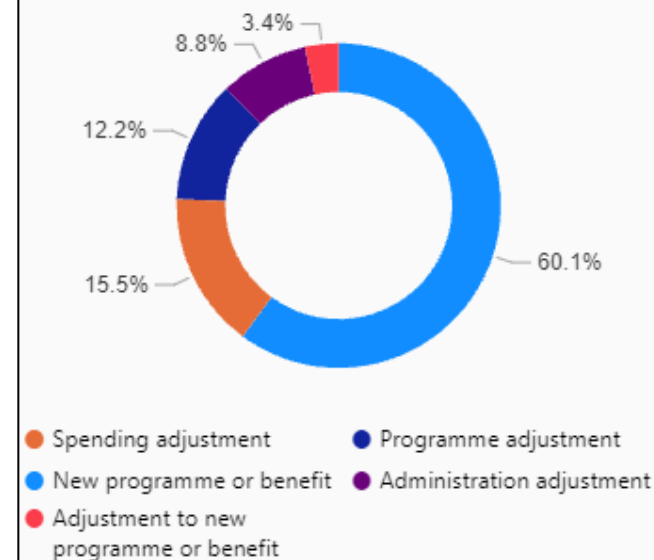
Réduction des inégalités (coefficient Gini) à travers les transferts de sécurité sociale et les impôts, pays sélectionnés, dernière année disponible



La protection sociale en tant qu'intervention en première ligne contre le COVID-19

- ▶ Au niveau mondial, nous avons assisté à la plus grande mobilisation de mesures de protection sociale, atteignant ceux qui auparavant n'étaient pas protégés.
- ▶ Presque tous les pays africains ont utilisé les mesures de protection sociale pour mitiger les effets du COVID-19, totalisant **238 mesures** au mois de mai 2021.
- ▶ Les pays ayant des systèmes de protection sociale solides ont donné une réponse rapide.
- ▶ Les mesures de riposte comprenaient de nouvelles interventions temporaires (60,1%), ainsi que des ajustements aux programmes de protection sociale existants.
- ▶ Les paiements d'urgence ont été la réponse la plus commune (21,4%).
- ▶ En Afrique 14,1% seulement des réponses ont été acheminées à travers la protection sociale contributive, le restant étant canalisé au biais de mesures non-contributives (85,9%).
- ▶ Cela souligne la couverture limitée des régimes d'assurance sociale contributifs formels dans le continent et le besoin de longue date de réformer ces régimes.
- ▶ Dans plusieurs cas, les réponses étaient **temporaires**, d'un niveau d'**adéquation variable** et **insuffisamment sensibles** vis-à-vis des besoins de certains groupes particuliers.

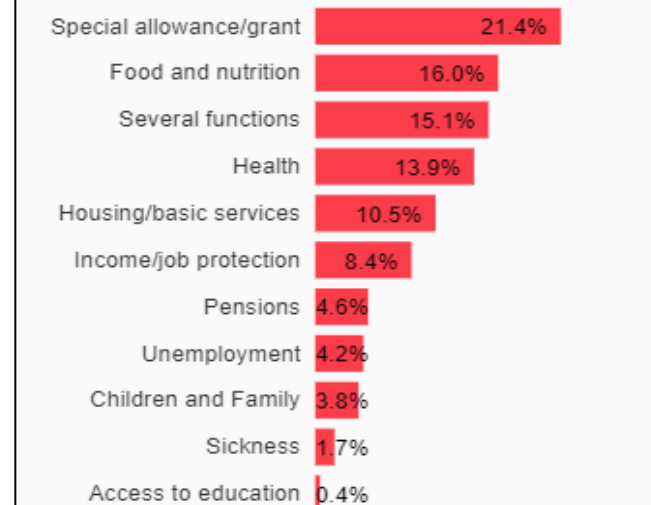
Distribution of measures, by type of adjustment



Distribution of measures, by type of programme



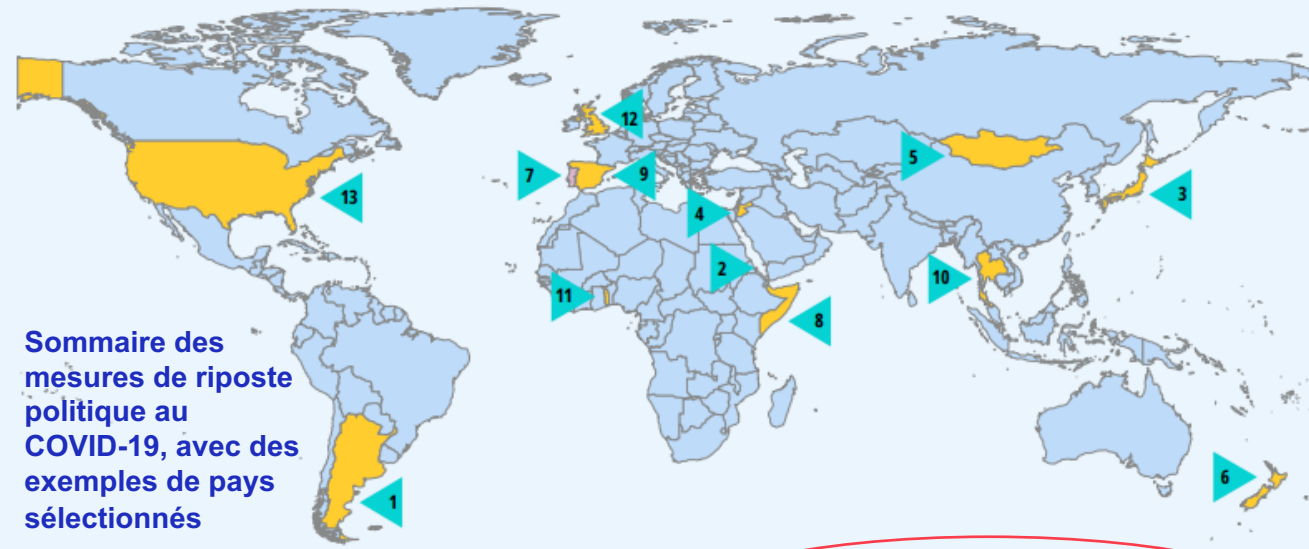
Distribution of measures, by function



Réaction à la crise : extension rapide de la couverture et adaptation des systèmes de protection sociale

- ▶ Quatre actions politiques de grande envergure ont été entreprises :
 - ▶ **Assurer l'accès aux soins de santé**, y compris pour les groupes vulnérables, tels que les migrants ;
 - ▶ **Protéger les revenus** ;
 - ▶ **Protéger les emplois et la liquidité des entreprises** à travers des programmes de maintien des emplois et l'exonération des cotisations.
 - ▶ **Garantir l'accès aux services pour les enfants et à d'autres services sociaux.**
- ▶ Le jury est encore en train de faire des évaluations pour établir quelles mesures ont été les plus efficaces.
- ▶ D'un œil critique, ces mesures n'ont pas encore été systématiquement développées dans des dispositions plus permanentes.

Sommaire des mesures de riposte politique au COVID-19, avec des exemples de pays sélectionnés



- 1 **Ensuring income security in old age. Argentina** advanced the payment of its old-age pension and increased its value.
- 2 **Providing income support and access to social services for people with disabilities. Bahrain** doubled its disability pension.
- 3 **Introducing exceptional family leave and care policies. Japan** subsidized employers providing paid family leave.
- 4 **Preventing job losses and providing unemployment protection to those who lost or were at risk of losing their jobs. Jordan** extended unemployment benefits to workers from crisis-affected sectors.
- 5 **Providing child and family benefits. Mongolia** increased the value of its monthly child benefit fivefold for six months.
- 6 **Ensuring income security for vulnerable workers by adapting or introducing employment promotion measures. New Zealand** established a programme focused on providing ecosystem restoration work for workers in the adversely affected tourist sector.
- 7 **Extending provision to migrants and the forcibly displaced. Portugal** temporarily regularized the status of asylum seekers, facilitating access to healthcare, social support, employment and housing.
- 8 **Cash transfers in fragile contexts. Somalia** launched the Baxnaano programme to provide – for the first time – cash transfers to 1.2 million people.
- 9 **Extending or introducing new social assistance benefits for vulnerable persons. Spain** introduced a new permanent guaranteed minimum income programme, covering 2.3 million vulnerable people.
- 10 **Guaranteeing access to healthcare. Thailand** extended financial protection against health expenses to both nationals and legal residents by granting access for COVID-19 patients to its universal coverage system for emergency patients. This enabled patients to seek treatment at a public or private hospital free of charge.
- 11 **Protecting workers in the informal economy by extending coverage. Togo** implemented the three-month long “Novissi” mobile cash transfer programme – via a phone app – for informal economy workers, reaching over half a million workers within a month.
- 12 **Ensuring income security during sick leave through sickness benefits. The United Kingdom** extended sickness benefits to all workers, including gig economy workers, required to quarantine.
- 13 **Exceptional, society-wide generalized one-off or multiple universal payments and emergency universal basic income (UBI). The United States** made three quasi-universal payments equating to around US\$4,000 per head.

De quoi a t-on besoin pour prendre la voie la plus rapide vers la protection sociale universelle ?

Actions prioritaires

Nous devons changer de cap et suivre la voie la plus rapide

- ▶ **Les lacunes en termes de couverture et d'adaptation doivent être comblées** ; notamment pour les femmes et les travailleurs de l'économie informelle.
- ▶ **Une protection adéquate** doit être étendue à tous, y compris les travailleurs dans toutes les formes d'emploi, afin de :
 - ▶ réduire leur **vulnérabilité** et leur permettre de **saisir des opportunités** ;
 - ▶ soutenir **leurs transitions de vie et de travail** ;
 - ▶ les aider à **mieux piloter l'avenir du travail**.
- ▶ Les politiques de protection sociale devraient être **renforcées, guidées par des normes internationales de sécurité sociale** et soutenues par un dialogue social efficace.
- ▶ Investir dans la protection sociale universelle est le **choix éthique et rationnel** pour un avenir meilleur.

Faire avancer la justice sociale, promouvoir le travail décent

Many countries have arrived at a crossroads: now is the time to pursue a "high-road" strategy towards universal social protection.

Neglecting social protection systems through:

-  Underinvestment
-  Austerity and undue fiscal consolidation
-  Minimal benefits insufficient to ensure a dignified life
-  Weak coordination with labour market, employment and other relevant policies
-  Persistent large coverage gaps in social protection

HIGH ROAD

Strengthening social protection systems requires:

-  Universal coverage
-  Adequate benefit levels
-  A comprehensive range of benefits
-  Sustainably financed systems
-  Provision that is rights-based and inclusive
-  Adaptation to developments in the world of work

Quelques exemples de tentatives de voies rapides

- **En 2019, l'Égypte** a introduit une loi envisageant d'élargir la couverture des pensions de vieillesse contributives aux travailleurs informels
- **Le Maroc** a graduellement élargi son régime d'allocations chômage
- **Le Sénégal** subventionne les cotisations dans les systèmes de couverture maladie pour les travailleurs informels et d'autres groupes vulnérables.